

Éric Zemmour est le candidat de la dernière chance pour la France



Nous avons eu l'occasion d'un militant intéressant, parce qu'atypique, le conseiller régional d'Occitanie, Emmanuel Crenne, élu sur une liste RN, avec laquelle il a pris depuis quelques distance. L'occasion de faire le point avec lui sur ce premier mandat, qui n'aura pas de suite...

Riposte Laïque : Dans quelques semaines, si les élections se déroulent, cela sera la fin de votre premier mandat de conseiller régional. Nous vous avons interrogé, au lendemain d'un accrochage mémorable où Carole Delga avait voulu vous arracher le micro.

<https://ripostelaique.com/dictature-delga-nous-la-genons-tant-quelle-en-est-reduite-a-nous-arracher-le-micro.html>

Quel bilan tirez-vous de cette expérience d' élu régional sur une liste FN ?

Emmanuel Crenne : C'est une expérience mitigée. Je n'avais jamais eu de mandat électif par le passé ni de vie publique.

J'ai beaucoup appris de ce nouvel environnement et sur le plan personnel, quels que soient les coups reçus au cours du combat politique, j'ai trouvé cette expérience enrichissante. Sur le plan humain et j'ai beaucoup appris. J'ai rencontré aussi des personnalités passionnantes aussi bien chez les élus que le personnel administratif de la Région que je remercie et les Français qui m'ont élu, et que j'ai rencontrés au cours des campagnes ou qui m'ont sollicité pour recevoir une aide ou un soutien.

Mais tout n'est pas positif. Même si je n'étais pas naïf, j'espérais tout de même un semblant de vie démocratique et de respect au sein du conseil régional d'Occitanie où j'ai siégé pendant six ans. Il est vite apparu que les élus de la majorité ne souhaitaient pas avoir de dialogue avec l'opposition. Le débat politique doit normalement être une source d'enrichissement qui permet à la société d'avancer. En Occitanie nous sommes confrontés à une majorité élue avec un peu plus de 40 % des voix seulement qui se comporte de manière dictatoriale et autoritaire, qui ne respecte pas la parole des élus d'opposition et qui refuse toute discussion. À toutes les séances, ce ne sont que micros coupés, temps de parole rognés – tout le monde se souvient de l'acte scandaleux de madame Delga qui est venu m'arracher mon micro en pleine séance, en plein milieu de mon temps de parole.

De la même façon j'ai pu constater l'hypocrisie du parti les Républicains qui vote pratiquement tout ce que les socialistes proposent, y compris concernant les politiques de soutien aux migrants, alors que leur électorat y est opposé. Du côté du RN, à quelques rares exceptions, l'action du groupe est un échec : l'énergie et la cohésion qui existait dans notre groupe a peu à peu disparu : je me suis retrouvé pratiquement seul à batailler contre la majorité qui ne s'est pas privée de m'attaquer personnellement et je n'ai reçu pratiquement aucun soutien de mes collègues ni du siège du RN, sauf à de rares exceptions. Cette opposition s'est révélée bien timorée et de

par son manque d'action, elle est devenue totalement inexistante. Ce positionnement est tout à fait voulu – Marine le Pen demandant en effet à ses élus de « ne pas faire de vagues ».

Le résultat est tragique : des politiques régionales souvent contraires aux intérêts de la France et des Français, une explosion de l'endettement et un gaspillage d'argent public et de ressources.

Il faut dissoudre les Régions, car elles préparent la destruction de l'État-Nation

Riposte Laïque : Vous pensez donc qu'il faut dissoudre les Régions ? Quelle serait l'alternative, dans ce cas ?

Emmanuel Crenne : Absolument. Les Régions préexistent en tant qu'entités géographiques et humaines. C'est donc plutôt des conseils régionaux qu'il faut parler. Si je suis favorable pour que notre système politique preserve et soit fondé en partie sur la diversité régionale, les conseils régionaux sont des entités abstraites, bureaucratiques qui n'ont qu'une marge de manœuvre réduite et encadrée sur un territoire découpé artificiellement, peu en rapport avec les limites naturelles et historiques des régions traditionnelles françaises. Leur rôle est lui aussi très limité puisqu'il est réduit à la gestion administrative des lycées, aux transports régionaux et scolaires, et à la formation professionnelle. Tout le reste consiste à accorder des subventions diverses sur des bases relativement discrétionnaires, ce qui donne lieu à un clientélisme abominable, nom légal de la corruption.

Ces entités administratives s'ajoutent au « mille-feuille » administratif déjà très complexe de communes, d'intercommunalités, de départements qui rend le contrôle et la lisibilité des politiques publiques extrêmement difficile. Je suis donc convaincu qu'il faut simplifier. Il n'y a aucune raison qui justifie de créer un échelon régional tel que

celui-ci : la France a vécu 200 ans avec une architecture fondée sur commune – département – France. Les régions sont des entités qui visent à remplacer cette hiérarchie administrative deux fois centenaire par intercommunalité – régions – Union européenne, et à affaiblir l'État-nation. Les régions françaises tissent d'ailleurs des liens avec leurs voisines en Espagne, en Allemagne, en Italie – si ce processus continuait encore quelques années, l'État-nation disparaîtrait, remplacé par une Europe des régions. Il est donc urgent de dissoudre ces régions artificielles et nocives à l'unité nationale, pour restaurer l'indépendance nationale dont nous avons besoin. Je suis donc d'avis de supprimer les conseils régionaux et d'intégrer leurs services au noyau des départements lorsqu'il s'agit de compétences locales. Pour le reste c'est à l'État d'agir (notamment en matière de transports).et d'assurer l'uniformité et la continuité des services publics.

Je n'ai pas apprécié l'ingratitude du RN à mon égard

Riposte Laïque : Vous avez rompu avec le Rassemblement national, en cours de mandat. Pouvez-vous en expliquer les raisons ?

Emmanuel Crenne : Je suis parti du RN pour des raisons essentiellement professionnelles. J'ai construit une fédération FN dans le Lot et mis en place une équipe. J'ai ainsi financé pendant deux ans la Fédération du Lot et la campagne des municipales de mon successeur, Bruno Lervoire, à Cahors.

Ma rupture avec le RN est plus récente : elle est liée à la mauvaise foi du mouvement dans le paiement du loyer de la permanence que je loue depuis 4 années au RN à travers une SCI. J'ai tenté de résoudre le problème par la conciliation sans succès. Aucune réponse à mes lettres. J'ai donc dû engager une procédure de recouvrement et dû faire saisir les

comptes nationaux du Rassemblement National. À cette occasion le responsable des finances du RN, M. Wallerand de Saint-Just, a tenu à mon égard des propos mensongers et diffamatoires dans la presse. Je suis extrêmement déçu de cette attitude à mon égard, compte tenu de mes nombreuses années d'engagement au service du mouvement et de mon soutien financier pendant 6 ans.

J'ai donc pris mes distances avec le mouvement depuis septembre 2020 et repris ma liberté de parole, n'hésitant pas à critiquer le RN lorsqu'il me semble dévier de l'intention de ses électeurs (notamment sur les problématique de l'islamisation et de l'immigration). J'ai toutefois continué à voter en séance plénière du conseil régional conformément au souhait des électeurs du RN (mon mandat étant un mandat de représentation) qui m'ont élu en votant systématiquement comme le RN, qui dispose d'ailleurs toujours d'une procuration pour voter en cas d'absence de ma part.

J'estime que les militants d'Action Française sont des jeunes patriotes courageux

Riposte Laïque : Vous avez été au cœur d'une polémique, suite à l'action menée par les jeunes militants d'Action Française à la Région, il y a quelques semaines. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'il s'est réellement passé, et pourquoi votre nom est-il autant prononcé dans cette affaire ?

Emmanuel Crenne : J'étais dans l'hémicycle du conseil régional lorsque j'ai entendu du bruit dans le couloir adjacent et des cris « Action Française, à bas l'islamogauchisme ». La presse a rapporté des faits grossièrement déformés, parle de violences, d'appels au meurtre etc. Ces mensonges participent à la manipulation grossière que la gauche a orchestrée contre l'opposition à l'occasion de l'intrusion de jeunes militants de l'Action Française dans l'hémicycle. En ce qui me concerne, je n'ai pas observé de violence de la part de ces jeunes. Je

note que la gauche régionale ne s'est pas émue d'une intrusion similaire par des militants d'Extinction Rebellion en mars 2020.

J'estime très courageuse cette action d'une partie de la jeunesse française, défiant les politiques migratoires et l'islamogauchisme de madame Delga, palliant ainsi l'inefficacité d'une opposition régionale trop timide sur ces sujets. S'il est vrai qu'il y a des lieux plus adaptés aux manifestations, cette irruption du pays réel au sein du pays légal ne peut qu'être salutaire à la démocratie. 70 % des Français, mais aussi la majorité présidentielle souscrivent d'ailleurs à leur message.

Étant royaliste de manière très affichée (je ponctue en effet tous les discours de la phrase « Pour que Vive la France, Vive le Roi »), je suis l'objet d'attaques répétées de la gauche depuis plusieurs mois. L'irruption de militants royalistes de l'Action Française donne ainsi à la gauche une opportunité de stigmatiser ce courant de pensée politique et de m'y associer. L'extrême gauche m'a d'ailleurs invectivé grossièrement en séance m'accusant d'être le responsable de l'intrusion. Je les remercie de me prêter cette importance. À ceux qui m'accusent ainsi je dirai donc simplement : « qu'ils viennent me chercher ».

Je pense sincèrement que la royauté est le régime politique qu'il faut à la France

Riposte Laïque : Vous terminez souvent vos discours par « Vive le Roi ». C'est une provocation, ou bien souhaitez-vous le retour d'une monarchie, en France ?

Emmanuel Crenne : Il ne s'agit aucunement d'une provocation, mais de la manifestation de convictions politiques profondes. Je crois sincèrement que la royauté est le seul régime qui permette à la France une stabilité politique et une existence

pérenne en tant que Nation. La République est fondée sur un relativisme, un contrat social entre individus à la recherche de l'intérêt général, un plus grand commun diviseur. La royauté est ancrée dans l'absolu. Le roi tient son pouvoir d'une transcendance et incarne la Nation. Son pouvoir ne résultant pas d'une lutte politique entre plusieurs factions politiques, il est incontestable et neutre, apportant une stabilité institutionnelle essentielle. Ce système recherche le bien commun dont l'institution royale fait d'ailleurs partie puisqu'elle s'identifie à la Nation avec laquelle elle forme un tout. Je suis persuadé que le relativisme universaliste républicain est la principale cause de la dissolution progressive de la France dont elle est la fin, dans tous les sens du terme. Les souverainistes qui se disent républicains font donc à mon avis fausse route, car ils ignorent les causes profondes du malheur qui nous accable. Charles Maurras l'avait d'ailleurs déjà démontré de façon éclatante en son temps dans sa fameuse *Enquête sur la Monarchie*. Ouvrage à lire et relire donc.

Un sondage de 2016 indiquait qu'environ 30 % des Français ne seraient pas opposés à une restauration monarchique. Ceci sans que le royalisme n'ait de relai politique puissant et structuré dans la société civile. Je crois donc qu'il est non seulement souhaitable mais possible de restaurer la monarchie en France, et j'appelle de mes vœux la formation d'un parti royaliste qui permette de donner à ce courant d'idée qui rencontre un écho important dans la société un relai politique essentiel à la reconquête du pouvoir et une restauration royale pérenne.

Éric Zemmour est le candidat de la dernière chance pour la France

Riposte Laïque : On vous sent très attaché à votre pays, et très déçu par votre ancien parti. Quel scénario appelez-vous de vos vœux, pour la présidentielle de 2022, dans le camp

patriote ?

Emmanuel Crenne : Je ne pense pas que les candidats du camp national, Marine le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Asselineau, Philippot ou Jean-Frédéric Poisson aient la moindre chance d'être élus en 2022. Marine le Pen est usée et son discours qui va à contrecourant de l'évolution sociologique des Français (70 % des Français sont maintenant convaincus de la justesse de l'analyse de Jean-Marie Le Pen sur l'immigration, la sécurité et l'immigration dès les années 80). Son discours est tellement dilué que même Gérard Darmanin la qualifie de « molle ». Son entourage est composé de personnalités de troisième plan sans grande compétence professionnelle. Si elle était élue, je ne crois pas qu'elle serait en mesure de faire face aux enjeux et de mener les combats nécessaires. Il faut donc à la droite nationale un candidat de renouveau avec des idées fortes qui puisse fédérer le camp national aussi bien les appareils politiques que l'électorat, un candidat qui puisse faire une OPA sur les appareils politiques vieillissants et inefficaces du camp national, comme M. Macron l'a fait sur le centre en 2016-2017.

Je crois que ce candidat existe potentiellement et j'espère qu'il se présentera. Il s'agit d'Éric Zemmour. C'est donc lui que je soutiendrai en 2022 s'il se présente. Il sera le candidat de la dernière chance. Notre pays fait face à une crise existentielle sans précédent. Si Éric Zemmour n'est pas élu, notre pays sera confronté à de terribles épreuves dont je ne suis pas certain qu'il se remette. Il faudra de toute façon nous y préparer quoi qu'il advienne.

Crise sanitaire : en dehors de Philippot, toute l'opposition s'est couchée

Riposte Laïque : Quel est votre regard sur la crise sanitaire que traverse notre pays depuis un an, sur la gestion gouvernementale, et sur le positionnement de l'opposition ?

Emmanuel Crenne : Ce sujet a fait couler beaucoup d'encre.

J'ai peu à contribuer à ce débat car tout a déjà été dit. Ma position est que s'il y a véritablement une épidémie, celle-ci a été particulièrement mal gérée et a révélée l'état de décrépitude lamentable des service publics, conséquences d'années d'abandon et de lâcheté par une classe politique acquise aux idées de la mondialisation ultralibérale. Il est frappant de constater la soumission générale de la population à ce que l'on peut appeler avec de moins en moins d'ambiguïté une dictature sanitaire. Ce qui frappe aussi c'est l'absence quasi totale de l'opposition politique qui ne s'est pas saisi du sujet, fait de la surenchère par rapport aux mesures gouvernementales (à l'exception notable de Florian Philippot), alors que nous sommes confrontés à des atteintes considérables aux libertés fondamentales.

Mon engagement politique au FN a considérablement freiné ma carrière professionnelle

Riposte Laïque : Vous vous présentiez comme banquier, et vous aviez cessé toute activité professionnelle pour vous mettre au service de la cause et du FN, dans le Lot. Avez-vous repris votre travail précédent ?

Emmanuel Crenne : J'ai en effet repris mon activité professionnelle. Je ne vous cacherais pas que mon engagement politique a considérablement freiné ma carrière, mes opinions étant affichées – elle sont peu compatibles avec la doxa des grandes institutions financières. Si la liberté d'expression existe, la discrimination en raison de l'opinion politique est une réalité tangible qu'il nous faudra combattre.

Royalistes ou pas, tous les patriotes doivent s'unir

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Emmanuel ?

Emmanuel Crenne : Je vous remercie de votre intérêt et du soutien que vous avez apporté à mon action au cours de toutes ces années. J'admire votre courage et votre ténacité à défendre la liberté d'expression et à combattre notre ennemi mortel : l'islamisation et le communautarisme. Royalistes ou pas, tous les patriotes et défenseurs de la Nation française doivent s'unir afin de sortir la France de ce péril mortel. Nous le devons à ceux qui nous ont précédés et qui nous ont confié l'avenir de la France. Nous le devons aussi à nos successeurs, pour leur transmettre l'héritage millénaire que les rois nous ont confié.